

# Révision des modalités d'attribution des fréquences de la bande 2,6 GHz TDD pour les réseaux mobiles à très haut débit pour des besoins professionnels

Consultation publique de l'Arcep du 24 juin  
2024 au 31 juillet 2024

Contribution de TDF

Le 31 juillet 2024



## Position de TDF

*Le 24 juin dernier, l'Arcep a publié une consultation publique qui porte sur la révision des modalités d'attribution des fréquences de la bande 2,6 GHz TDD pour les réseaux mobiles à très haut débit pour des besoins professionnels. De manière générale, les principales évolutions proposées par l'Arcep dans ce document concernent l'extension du dispositif d'attribution aux territoires d'outre-mer, la révision des modes de calcul des délimitations des zones d'autorisation et l'adaptation de la procédure d'attribution au portail DALi. TDF, qui remercie l'Autorité pour ces propositions, fournit ci-dessous des commentaires détaillés sur chacun de ces points.*

### Question n° 1

Avez-vous des observations sur ce projet d'évolution des modalités d'attribution des fréquences de la bande 2,6 GHz TDD ?

***TDF soutient la proposition de l'Arcep d'étendre le dispositif d'attribution de la bande 2,6 GHz aux territoires d'outre-mer.***

TDF accueille très favorablement l'idée d'une extension du processus et des modalités d'attribution de la bande 2,6 GHz TDD aux territoires ultramarins où l'ARCEP est désormais affectataire de la bande. L'expérience de TDF montre en effet qu'il existe dans ces territoires une attente très forte pour des solutions de 4G/5G industrielle et que la question de l'accès aux fréquences y constitue précisément une difficulté. Dans ces conditions, TDF considère que le fait d'adopter un processus qui soit identique à celui qui a cours en métropole facilitera le travail des équipes en charge des dossiers de demandes de fréquences.

***TDF soutient la proposition de l'Arcep concernant la délimitation des zones concernées par les autorisations.***

La version actuelle des modalités d'attribution des fréquences dans la bande des 2,6 GHz impose aux détenteurs de licence de ne pas dépasser un seuil de 30 dBµV/m/5 MHz à 3 m sur la limite de leur autorisation. Or, TDF constate que cette contrainte, qui a pour objectif de définir des contours de partage entre utilisateurs de mêmes fréquences, peut en pratique s'avérer très contraignante. En particulier, elle peut conduire à réduire la couverture (et donc le service et l'utilisation effective du spectre) à proximité des limites du contour de l'autorisation.

Dans le document de consultation, l'Arcep propose de ramener ce seuil à 65dBµV/m/5MHz. Cela devrait être plus facile à respecter et, ainsi, permettre une utilisation effective de la fréquence sur toute la zone de l'autorisation. Par ailleurs, ces deux nouvelles zones de coordination associées permettront de montrer que l'interférence potentielle issue du réseau projeté est contenue et permet un partage avec d'autres acteurs en adjacence - pourtour à 49 dBµV/m/5MHz - ou sur le même canal pour le pourtour à 30 dBµV/m/5MHz. Ces deux zones seront désormais à fournir par le demandeur de la licence sur la base de l'ingénierie envisagée.

TDF soutient cette proposition de l'Arcep car elle considère qu'elle est favorable au déploiement des nouveaux réseaux.

**Question n° 2**

Au regard des usages professionnels et leurs objectifs, estimez-vous qu'il serait pertinent de faire évoluer les dispositions relatives aux durées des autorisations, et en particulier celles relatives à la durée maximale d'autorisation (voir en particulier la section 3.1) ?

***Pour certains projets dont les cycles d'investissements sont longs, des durées d'autorisation inférieures à 10 ans constituent un risque.***

Dans la mesure où les solutions de 4G/5G industrielle s'adressent notamment à des projets d'infrastructures dont les durées d'investissement peuvent être de 25 ou 30 ans (usines, infrastructures de transport, etc.), des autorisations d'une durée maximale de 10 ans peuvent constituer un frein au développement du marché. En effet, ces durées d'autorisation génèrent un risque (de non-reconduction), et ce, à une échéance à laquelle les investissements initiaux n'ont pas encore été rentabilisés. Aussi, pour les projets qui s'inscrivent dans des cycles d'investissements longs, TDF serait favorable à ce que l'Arcep puisse délivrer des autorisations d'une durée supérieure à 10 ans ; ou, a minima, à ce que des mécanismes de reconduction tacites et simplifiés des autorisations, incluant une stabilité des prix des redevances, soient prévus.

**Question n° 3**

Quelles dispositions relatives à l'attribution d'autorisations « de courte durée », visant à répondre à un besoin ponctuel, vous apparaissent pertinentes, notamment au regard des usages professionnels et leurs objectifs, et du point de vue des durées optimales de telles autorisations et, le cas échéant, de la procédure d'attribution des fréquences adaptées à ces cas d'usage ?

***TDF attire l'attention de l'Arcep sur le fait que, pour les projets de courte durée en particulier, il est essentiel que la procédure d'attribution d'autorisations demeure la plus simple possible et que de la prévisibilité soit fournie sur le délai de traitement des demandes.***

De manière générale, TDF est favorable au maintien d'une procédure spécifique pour les procédures d'autorisations temporaires dans la mesure où, pour ces projets, il est essentiel que la procédure soit la plus simple et rapide possible. Aussi, si TDF n'est pas, par principe, opposée à ce que, pour ce type de projets, les demandes d'autorisations soient faites via le portail DALi comme le propose l'Arcep, et ce, afin d'avoir un cadre d'autorisation cohérent avec les autres réseaux, il est toutefois essentiel de veiller à ce que cela n'alourdisse pas le processus de demande en créant une nouvelle barrière administrative.

Par ailleurs, il est particulièrement important pour ces projets (qui peuvent concerner des projets événementiels à court terme), que l'Arcep fournisse de la prévisibilité sur le délai de traitement des demandes.

***Par ailleurs, TDF attire l'attention de l'Arcep sur la nécessité de traiter également les conditions d'attribution de la bande 3.8-4.2GHz, qui peut s'avérer utile pour certains projets.***

En effet, pour des utilisations de courte durée liées à l'audiovisuel, il se peut que des besoins de bande conséquents soient nécessaires ou qu'il existe d'autres réseaux dans la bande 2,6GHz sur

la zone visée. Dans ce cas, il nous paraît opportun de prévoir d'ores et déjà un processus d'autorisation de fréquences qui permette d'avoir recours à la bande 3.8-4.2GHz dans des conditions identiques. Les travaux européens d'harmonisation de cette bande se poursuivent et en permettront prochainement un usage harmonisé qu'il convient de rendre possible pour les acteurs de la 5G industrielle en France.

**Question n° 4**

Est-ce que d'autres évolutions des modalités d'attribution de fréquences de la bande 2,6 GHz TDD vous semblent nécessaires ?

A ce stade, TDF n'a pas d'autres commentaires à formuler sur les modalités d'attribution de la bande 2,6 GHz TDD.

TDF souhaite simplement indiquer qu'elle considère que l'ergonomie de la plateforme DALi pourrait être optimisée.



TDF - SAS au capital de 166 956 512 EUR.  
SIREN 342 404 399 RCS Nanterre  
**Siège Social**  
155 Bis, Avenue Pierre Brossolette  
92120 Montrouge  
France  
Tel : 33(0)1 55 95 10 00